

## **COMMUNIQUE**

Marseille le 27 septembre 2011

### **Expulsion des Rroms de Marseille**

**....quand le Samu Social sert de caution morale à une politique inhumaine et xénophobe !!**

Le scénario est maintenant bien rodé. Un important déploiement policier s'est mis en place dès 6 heures ce matin pour procéder à l'évacuation de 200 personnes, dont de nombreux enfants, installées dans le quartier de St Barthélémy à Marseille.

La violence institutionnelle est criante et une journaliste qui voulait filmer cette intervention, a été violemment embarquée pour être placée en garde à vue. Les autres journalistes devront attendre sagement le feu vert de la préfecture pour prendre note des déclarations officielles.

Nous dénonçons cette atteinte au droit d'être informé, une atteinte à la liberté de la Presse. Cette attitude vis-à-vis des médias est significative d'une politique qui, loin de travailler aux réponses possibles pour l'accueil et l'accompagnement social de ces familles en grandes difficultés, participe d'une politique d'exclusion, de discrimination. Une politique qui renforce une idéologie d'extrême droite, le racisme et la xénophobie déjà bien présents au sein de la population marseillaise en but à de réelles difficultés sociales.

Les échanges spontanés avec quelques habitants du quartier doivent nous alerter sur le devoir de mémoire des exactions commises à l'encontre de ce peuple avec la triste collaboration de la police et d'une partie de la population. Un relent de nationalisme s'exprime clairement et l'attitude irresponsable du maire de Marseille, laissant pourrir la situation, ne peut que renforcer représentations et clichés.

En guise de Mercedes et de BMW de luxe, ces familles sont réparties à la recherche d'un abri de fortune emportant dans des caddies toute leur vie ;

....et en prime le « quatre quart » généreusement distribué par le SAMU SOCIAL totalement instrumentalisé pour cette basse politique .

Rappelons ici à Monsieur le Maire son engagement à organiser une table ronde regroupant les collectivités territoriales, les partis politiques et les associations, pour travailler ensemble, au-delà de nos divergences, à des solutions concrètes et adaptées, pour l'accueil et l'accompagnement de ces familles.

Nous demandons que cesse immédiatement toute expulsion sans proposition concrète d'accueil et d'hébergement pérenne.

Nous en appelons à la conscience de tous les marseillais pour que s'expriment résistance et solidarité, car l'histoire nous a montré qu'à travers le traitement réservé aux Rroms, ce sont les Droits de l'Homme qui sont menacés.

Pour la LDH 13  
Bernard Eynaud

